



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement
et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ du 11 SEP. 2012

fixant des prescriptions complémentaires
à la société PETROPLUS RAFFINAGE SAS à Reichstett
au titre du livre V, titre 1^{er} du Code de l'environnement

LE PRÉFET DE LA REGION ALSACE,
PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article R 512-31,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU le SDAGE Rhin-Meuse et le SAGE Ill-Nappe-Rhin,
- VU la circulaire du 8 février 2007 du ministère de l'écologie intitulée « Installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués »,
- VU Les études remise à l'administration en application de l'arrêté préfectoral du 16 février 2011, en particulier l'analyse critique du plan de gestion référencée AFR-EXP-04-RPT-A02 du 24/10/11,
- VU le rapport du 24 mai 2012 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 6 juin 2012,

CONSIDÉRANT les pollutions avérées et suspectées au droit du site de la société PETROPLUS RAFFINAGE SAS,

CONSIDÉRANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource régionale en eau potable et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

CONSIDÉRANT que l'existence d'un confinement hydraulique du site ne doit pas conduire à ignorer les possibilités de supprimer ou traiter des sources de pollution qui seraient susceptibles d'affecter la qualité des eaux souterraines en l'absence de confinement (mobilisation et dissémination des polluants suite à la remontée du niveau de la nappe), conformément aux préconisations de la circulaire du 8 février 2007 du ministère de l'écologie relative aux : « Installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués »,

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, il apparaît nécessaire de mettre à jour et de compléter les diagnostics des sols et des eaux souterraines effectués au droit du site afin de pouvoir élaborer des propositions de traitement des pollutions identifiées, pour l'ensemble du site,

CONSIDÉRANT l'usage futur du site arrêté après concertation entre l'exploitant, le propriétaire et la maire, ici un usage industriel et artisanal, avec possibilité d'accueil d'activités tertiaires,

APRÈS communication à la société PETROPLUS RAFFINAGE SAS du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

La société PETROPLUS RAFFINAGE SAS, dont le siège social est situé à Reichstett BP 23440 – 67455 Mundolsheim cedex, ci-après désignée par : « l'exploitant », est tenue de se conformer aux prescriptions définies ci-dessous concernant la portion du site de la raffinerie située CD 37 à Reichstett concernée par la cessation d'activité et visée par le plan situé en annexe.

Article 2

L'usage futur du site est industriel et artisanal, avec possibilité d'accueil d'activités tertiaires.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un récapitulatif des diagnostics existants.

Dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un diagnostic des sols et des eaux souterraines complétant les diagnostics existants susvisés et permettant de répondre aux prescriptions de l'article 3.

Le diagnostic porte sur l'ensemble du site concerné par la cessation d'activité et des substances mises en œuvre dans les installations ainsi que leurs produits de dégradation.

Au vu des données récoltées, il se prononce sur la nécessité d'adapter les modalités actuelles de surveillance des eaux souterraines. Il doit également se prononcer sur la compatibilité du site avec l'usage futur arrêté.

Article 3

Dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet ses propositions concernant la maîtrise des sources de pollution concernant les sols et les eaux souterraines mises en évidence au droit du site par les différents diagnostics.

Il présente une analyse "coûts/avantages" et passe en revue les meilleures techniques disponibles à un coût raisonnable en vue de la suppression totale des sources. Au vu de cette analyse, si la suppression totale des sources n'est pas possible, il propose des mesures de gestion permettant de garantir que les impacts provenant des sources résiduelles sont maîtrisés et acceptables, tant pour les populations que pour l'environnement. Il prend notamment en compte les objectifs de potabilité fixés par le SDAGE et l'usage futur arrêté pour ce site.

L'arbitrage entre les différentes options de gestion possibles doit se faire au regard des perspectives de développement durable, d'un bilan environnemental global et de l'usage futur arrêté pour ce site.

Dans cette optique, la mesure de gestion que constitue le maintien d'un dispositif de confinement hydraulique global du site à l'issue des travaux doit être justifiée même en cas de présence de sources résiduelles.

A contrario, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation, les effets d'un arrêt des pompages (partiel ou total) sur les terrains occupés par les installations et sur les terrains environnants doivent être définis : notamment modification des écoulements, remontée du niveau de la nappe, pertinence des modalités de surveillance des eaux souterraines en place.

Article 4 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de Reichstett et Vendenheim et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société PETROPLUS RAFFINAGE SAS.

Article 6 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 8 – EXÉCUTION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le maire de Reichstett,
- le maire de Vendenheim,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la DREAL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société PETROPLUS RAFFINAGE SAS.

LE PRÉFET,
P le Préfet,
Le Secrétaire Général

Christian RIGUET

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

ANNEXE 1

Raffinerie de Reichstett

Les zones en bleues sont concernées par la cessation d'activité



